

## COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

### Délibération du conseil communautaire du 14 décembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le quatorze décembre à 18h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis dans la salle polyvalente de la commune de Beauthiel-Saints sur la convocation qui leur a été adressée le 07 décembre 2022 par le président Ugo PEZZETTA en vertu de l'article L5211-41-3 V et conformément aux articles L.5211-1 à L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant notamment aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du (CGCT) applicables en la matière.

Présents : 51 - Pouvoirs : 17- Absents/Excusés : 16- Votants : 68

Présents : MM. Et Mmes : ARNOULT François, BELDENT Jeannine, BERGAMINI Jean-François, BERTHELIN Céline, BOGARD Jean-Louis, GUÉRIN Jean-François (suppléant de BOURDIER Monique), CARLIER Dominique, CHARBONNEL Jean-Luc, CHEVRINAIS Sophie, CORBISIER Sébastien, DAMET Éric (arrivé au point 05 Droit de priorité), DE LA DOUCETTE Flore, DELOISY Sophie, DENAMIEL Alexandre, DHORBAIT Guy, DOMARD Muriel, DUPORT Vincent, DURAND Daniel, FINOT Lysiane, FOURMY Philippe, FOURNIER Pascal (arrivé au point 25 Subvention ANAH), FRADE Isabel (arrivée au point 32 autorisations dépenses d'investissement 2023), GOBARD Éric, GUILLETTE Christine, JACOTIN Bernard, KIT Michèle, LESCURE Martine, MASSON Jean-François, MERCIER Angélique, MICHON Maryse, MIFFRE-PERETTI Laurence, MOLET Franz, NALIS Daniel, PERRIN Sylviane, PEZZETTA Sonia, PEZZETTA Ugo, PICARD Laurence, POISSON Francis, POVIE Marie-Claude, RIMBERT Philippe, ROMANOW Patrick, SAINT MARTIN Michel, SAUVAGE Gautier (arrivé au point 32 autorisations dépenses d'investissement 2023), BOUCHASSON Dominique (Suppléant de SCHAUFLEUR Jacqueline, TOURNOUX Sylvie, VALLÉE Fabien, VAUDESCAL Jean-Louis, VEIL Cathy, VIVET Emmanuel, VUILLAUME Didier et WARZOGA Richard (arrivé au point 05 Droit de priorité).

Pouvoirs : AUDOUX Agnès à Ugo PEZZETTA - BARDET Jean à Sylviane PERRIN - BERNARD Françoise à Maryse MICHON - BOULVRAIS Daniel à Éric DAMET - BRUN Matthieu à Pascal FOURNIER - DE CLERCK Christophe à Lysiane FINOT - ESMIEU Sarah à Sophie DELOISY - FLEISCHMAN Thierry à Laurence MIFFRE-PERETTI - GUILBAUD Corinne à Jean-Luc CHARBONNEL - HOUDAYER Sébastien à Bernard JACOTIN - MACHURÉ Dominique à Guy DHORBAIT - MARCILLY Fabrice à Emmanuel VIVET - MUSART Jean-Luc à Daniel DURAND - PRÉVOST Jean-Jacques à Franz MOLET - RIESTER Franck à Laurence PICARD - THIEBAUT Anne-Marie à Daniel NALIS - VAN LANDEGHEM Jean-Marie à Jean-François BERGAMINI

Absents excusés : CANALE Aude - CHAUVIN Joël - HORDÉ Pierre - LABORDE Fabrice - PATIN Jean-Raymond

Absents non excusés : ANCELIN Albane - AUTENZIO Christine - BRODARD Yves - CAROUGE Bernard - CAUX Nicolas - DESWARTE Philippe - STANISLAS Marie-Noëlle - THEBAULT Pierre-Rick - THIERRY Pascal - THOMAS Cédric - VEYSSET Katy

Secrétaire de Séance : Guy DHORBAIT

### Délibération 2022-225 - Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)

La loi pour la Transition Énergétique pour une Croissance Verte a instauré l'obligation, pour tous les EPCI regroupant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 plus de 20 000 habitants, de réaliser un PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial).

Un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est un projet territorial de transition énergétique et écologique qui a pour objectifs :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire, afin de lutter contre le changement climatique (volet « atténuation ») ;
- l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer les impacts économiques, sociaux, sanitaires, etc. (volet « adaptation ») ;
- l'amélioration de la qualité de l'air, afin de préserver la santé des habitants du territoire.

Il constitue ainsi un cadre d'engagement pour le territoire, à travers une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle, qui concerne tous les secteurs d'activité. Le PCAET a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux, sous l'impulsion et la coordination d'une collectivité porteuse.

La CACPB s'inscrit pleinement dans cette démarche, notamment en valorisant et en renforçant les dynamiques déjà à l'œuvre sur son territoire en matière de rénovation énergétique, de prévention des inondations et gestion des milieux aquatiques, de gestion et préservation de la ressource en eau, de création d'un PNR et de promotion du « slow tourisme », de déploiement de télécentres...

Dans cette perspective, la CACPB a souhaité recourir à l'offre d'accompagnement proposée par le SDESM (Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne) pour formaliser son PCAET. À la suite de la consultation engagée par le SDESM, le groupement B&L Évolution et ETIK PRESSE a été retenu pour accompagner la CACPB dans l'élaboration de son PCAET. Par délibération n°2018-212 du 27 septembre 2018, relative à l'accompagnement pour la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) par le SDESM et délibération n°2020-136 du 27 février 2020 permettant d'élargir la



convention avec le SDESM sur l'ensemble du territoire de l'agglomération, après fusion avec les communes de l'ex-Communauté de communes du Pays Créçois, le Conseil Communautaire s'est engagé dans la réalisation de son PCAET à travers notamment une déclaration d'intention définissant les modalités de concertation.

Comme le prévoit la loi, le dossier PCAET contient :

### **1. Un diagnostic du territoire**

Le diagnostic a été présenté lors du comité de pilotage en janvier 2021. L'étude comporte également une démarche d'évaluation environnementale stratégique qui vise à mieux anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application des plans et programmes, pour adapter ces derniers tout au long de leur élaboration.

### **2. Une stratégie territoriale**

À partir des constats mis en avant par le diagnostic, les élus de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se sont réunis en mai 2021 pour faire émerger une vision commune de l'avenir du territoire, discuter des objectifs à atteindre et préfigurer la stratégie territoriale. Cette stratégie a ensuite été présentée en Comité de pilotage en juin 2021.

### **3. Un plan d'actions**

Élaboré sur la base des enjeux définis au préalable et suite à l'ensemble des ateliers de concertation, le plan d'actions a été présenté en comité de pilotage en octobre 2022. À ce jour, le plan d'actions comporte 40 actions, elles-mêmes composées de plusieurs mesures. Chaque fiche-action décrit les indicateurs à suivre au regard des objectifs fixés. Le dispositif de suivi est en cours d'élaboration par le bureau d'étude B&L Évolution.

### **4. Un plan air renforcé**

L'article 85 de la loi d'orientation de mobilités (LOM) oblige certains EPCI à intégrer dans leur PCAET un « plan d'action de réduction des émissions de polluants atmosphériques » fixant des objectifs biennaux de réduction des émissions à compter de 2022, au moins aussi exigeants que ceux du plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA). Le volet sur l'air, nouvelle thématique, est désormais une réflexion à mener en parallèle des réflexions sur l'énergie et consigné dans un document spécifique, qui montre comment les actions envisagées vont concourir à ces objectifs.

Un **bilan de la concertation préalable** est joint en complément au dossier constitutif du PCAET. La réussite du PCAET repose sur l'implication de l'ensemble des acteurs présents sur le territoire. Ainsi, les communes, les citoyens, les associations, les entreprises, les acteurs de l'énergie, l'ensemble des acteurs économiques ont été associés dans le cadre d'une démarche participative à l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial de la CACPB.

Au-delà de la mobilisation des agents de l'agglomération et des élus, tout au long du processus d'élaboration, l'ensemble des acteurs du territoire et le public ont été investis dans une démarche de co-construction du PCAET.

Se sont ainsi tenus :

- deux séminaires de lancement réunissant les agents de la collectivité d'une part, les élus d'autre part afin de présenter les enjeux du PCAET, complétés par un temps de sensibilisation en Conférence des Maires ;
- des réunions publiques de mobilisation des acteurs locaux (entreprises, agriculteurs, associations, grand public) ;
- une communication institutionnelle : publication dans le magazine intercommunal et sur le site Internet, diffusion sur les réseaux sociaux ... ;
- le recueil des observations du public via une plateforme participative ;
- quatre ateliers thématiques, séances de travail avec les acteurs locaux dédiées à la construction du plan d'actions ;
- des comités de pilotage partenariaux et des séances de travail entre élus, en lien avec la Commission Environnement.

Après arrêt par le Conseil communautaire, le PCAET et l'Évaluation Environnementale Stratégique doivent être transmis pour avis :

- au Préfet de Région (délais de réponse : 2 mois)
- à la Présidente de Région (délais de réponse : 2 mois)
- à l'Autorité environnementale (délais de réponse : 3 mois)

Le dossier ainsi complété de l'avis de l'Autorité environnementale doit par la suite faire l'objet d'une consultation du public d'une durée d'un mois. Cette consultation devrait se tenir au printemps 2023.

Le PCAET sera ensuite approuvé en Conseil Communautaire au cours de l'année 2023 pour une mise en œuvre sur les 6 années suivantes. Le PCAET de la CACPB devra faire l'objet d'un bilan à 3 ans et être évalué et révisé à 6 ans.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télécours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2224-34,

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L.120-1 relatif à la participation du public, son article L.229-25 relatif au bilan de gaz à effet de serre et ses articles L.229-26, R.229-51 et suivants relatifs aux plans climat air énergie territoriaux,

VU le Code de l'énergie, et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle 2 »,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et plus particulièrement son article 188,

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 portant loi d'orientation des mobilités,

VU le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat air énergie territorial,

VU le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat air énergie territorial,

VU l'ordonnance n°2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux bilans de gaz à effet de serre et audits énergétiques,

VU l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

VU l'arrêté inter-préfectoral n°IDF-2018-01-31-007 en date du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Île-de-France,

VU le schéma régional climat air énergie de la région Ile-de-France approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de la Région Ile-de-France le 14 décembre 2012,

VU la délibération n°2017-67 du Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne relative à la convention cadre et financière d'accompagnement pour la réalisation d'un plan climat air énergie territorial (PCAET),

VU la délibération 2018-212 du 27 septembre 2018, relative à l'accompagnement pour la réalisation d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) par le SDESM et la délibération 2020-136 du 27 février 2020 permettant d'élargir la convention avec la SDESM sur l'ensemble du territoire de l'agglomération,

VU l'avis favorable de la Commission Environnement du 15 septembre 2022,

VU la présentation en conférence des maires le 13 septembre 2022,

CONSIDÉRANT le travail technique, stratégique et de concertation engagé par la Communauté d'agglomération depuis plus de deux ans pour l'élaboration de son Plan Climat Air Énergie Territorial,

CONSIDÉRANT la dynamique partenariale initiée pour la formalisation du PCAET,

Après en avoir délibéré par 68 POUR, 0 CONTRE et 0 ABSTENTION, le conseil communautaire :

- **ARRÊTE** le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial, tel que présenté en annexe, constitué d'un rapport de diagnostic, d'un rapport stratégique, d'un programme d'actions, incluant un volet Air renforcé ;
- **VALIDE** le rapport d'évaluation environnementale stratégique associé au PCAET ;
- **PREND ACTE** du bilan de la concertation préalable ;
- **AUTORISE** le Président à transmettre pour avis le projet de PCAET et le rapport environnemental au Préfet de région, à la Présidente du Conseil régional et à l'Autorité environnementale ;
- **AUTORISE** le Président à organiser la consultation numérique du public, après la réception et la prise en compte des avis sus-mentionnés.

Coulommiers le 20 décembre 2022

Le Président



Ugo PEZZETTA